

notre rôle ne consistant pas à poser des candidatures, mais à les soutenir s'ils y lient.

Le *Soir* a fait une analyse intéressante de la majorité du 24 mai. Cette étude donnera une idée exacte du peu de force et d'influence que le nouveau gouvernement peut avoir, non-seulement dans le pays, mais encore au sein même de cette Assemblée qui l'a porté au pouvoir :

Au vote du 30 novembre, sur l'amendement de M. Dufaure (message), le gouvernement avait obtenu 372 voix contre 335.

Au scrutin du 24 mai, sur l'ordre du jour pur et simple, le gouvernement, 366 suffrages se sont prononcés contre, tandis que 342 l'acceptaient.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher quels sont ceux des députés qui, ayant voté le premier jour pour le gouvernement, se sont prononcés contre au dernier scrutin.

Nous trouvons 35 noms qui ne figureraient pas le 30 novembre dans la liste des adversaires de M. Thiers : sur ce nombre, 12 n'avaient pas voté, il s'étaient abstenus, comme le duc d'Aumale et le prince de Joinville, ou bien encore étaient en congé, ou enfin n'étaient pas encore représentés, comme MM. Boffillot et du Bodan.

On peut, pour être juste, accorder que ces douze voix sont entièrement acquises à la droite.

Mais il reste 23 membres de l'Assemblée qui avaient donné leurs voix à M. Thiers, le 30 novembre, qui avaient accepté la politique du message, et qui aujourd'hui se rangent parmi les alliés de M. le duc de Broglie.

Ce sont : MM. Caillaux, Calémard, de la Fayette, Paul Cottin, Delacour, Descat, Dufournel, Goulard, Gouvin Saint-Cyr, Jocteur-Monrozier, La Rocière, le Noury, de Limayrac (Lot), Louvet, général Lysol, Mallevoye, Martell (Charente), Mettelot, Passy, de Peyramont, Pion, Prétavoine, Savoye, Target, Vingtain.

Nous n'avons pas à rechercher ici quelles sont les raisons qui ont porté ces honorables députés à exprimer un suffrage opposé à celui du 30 novembre : leur vote ne relève que de leur conscience, et nous n'avons nullement l'intention de nous livrer à ce sujet à une digression oiseuse.

Ce que nous voulons dire, c'est qu'en se prononçant, le 30 novembre, pour la politique si nettement républicaine du message, on donnait leurs suffrages à la république et à son illustre président, les 23 députés dont les noms précèdent ont prouvé qu'ils étaient loin d'être en communion parfaite d'idées avec MM. de Broglie et Changarnier.

Nous avons donc le droit absolu de dire que la majorité qui a renversé M. Thiers, le 24 mai, est une majorité de rencontre. Suivra-t-elle le nouveau ministère toujours et partout ? C'est ce qu'un avenir prochain nous apprendra.

COURRIER DE VERSAILLES

(Correspondance particulière du Journal de Lyon.)

27 mai.

On annonce l'arrivée de M. Thiers à la séance d'aujourd'hui. Toute la gauche, environ 300 membres, doit se lever à son entrée. On annonce que le *Figaro* s'est poursuivi pour un article cependant modéré ; la droite va bien.

Un « *Journal de l'Action* » vient de paraître, qui compte pour elle la moitié de la Chambre, les organes les plus considérables de la presse et la majorité du pays.

Il vaut mieux, du reste, à notre point de vue, que le langage du nouveau pouvoir soit tel. Ceux qui auraient pu s'illusionner verront ce qu'on peut attendre, et le faisceau de l'opposition sera resserré.

D'autre part, il est visible qu'il ne faut pas compter, comme plusieurs personnes l'espéraient, sur une certaine influence salutaire et modératrice que le maréchal Mac-Mahon exercerait sur la droite. Le maréchal s'efface devant la majorité ; il ne semble pas qu'il songe à l'éclairer, comme sa situation le lui permettrait.

Le défilé des adresses à M. Thiers va commencer. Plusieurs députés pensent, et avec raison, que les conseils municipaux doivent éviter de donner aucun caractère collectif à leurs démonstrations ; sans qu'ils se fassent casser.

Je continuerai ces notes après la séance qui s'ouvre en ce moment. Peu de monde dans les tribunes, où court le bruit, invraisemblable pourtant, que le nouveau gouvernement éprouverait des difficultés de la part de l'Assemblée.

3 heures moins 10. — M. Buisson rend compte de l'élection du Loir-et-Cher (Lesguillon), qui est validée.

Ces validations se continuent jusqu'au moment où M. Clapier monte à la tribune et vient nous entretenir, à propos de chemins de fer, de choses sans doute très intéressantes mais assez peu écoutées. Cependant, M. Clapier a débuté en disant à la Chambre que l'attention qu'elle prêterait à ces questions utiles prouverait au pays qu'il n'y a pas encore décadence de lui. M. Clapier répète le mot « encore », ce qui n'empêche pas l'incident d'exciter une assez vive agitation.

A ce moment, les députés un peu dispersés, rentrent en masse ; tous les regards se dirigent vers la tribune de droite, et M. Thiers fait son entrée. La gauche se lève tout entière et le salut de trois salves de bravos ; la droite ricane ; M. Buffet reste immobile dans son fauteuil.

L'ex-président s'assoit au centre gauche. On colporte à la sortie un assez joli mot de M. Thiers. Un droitier lui disait : « Mais, M. Thiers, vous ne pouvez pas trouver que les radicaux valent mieux que nous ? »

— Ah ! répondit-il, cela dépend... Avez-vous vu une caricature de Charlet, qui représente un ivrogne qu'on veut aider à se relever. L'ivrogne résiste et dit qu'il aime mieux être saoul que bête. Eh bien ! voyez-vous, c'est la même chose politique. Les radicaux sont les ivrognes ; vos amis les royalistes sont les autres.

Il paraît certain que le gouvernement qui vient de tomber était, depuis quelque temps, à la merci de toutes sortes d'intrigues réactionnaires.

Plusieurs hauts fonctionnaires, cela est prouvé aujourd'hui, étaient en concubinage avec MM. de Broglie et autres chefs du gouvernement de combat. Je ne veux pas vous donner de noms, mais voyez les gens en place qui vont rester avec la nouvelle administration ou y rentreront d'ici peu.

On a remarqué hier que plusieurs membres de l'extrême droite légitimiste n'ont pas applaudi le message. Ils ne sont pas satisfaits du caractère principalement orléaniste du nouveau ministère. Les bonapartistes commencent aussi à être mécontents. Ils réclament, entre autres préfectures, celle de police.

Les vainqueurs sont bien curieux à entendre causer. Ils s'attribuent tout ce qui arrive de bon ces jours-ci, depuis le beau temps de dimanche jusqu'à la hausse de la bourse. Ils prétendent que les ouvriers sont très contents du coup de majorité qui a été fait, à la condition toutefois (ils sont forcés de l'avouer) « qu'on ne touchera pas à leur république. » C'est déjà quelque chose.

Ils promettent aussi d'être tendres aux soumis, aimables pour ceux qui se rallieront, sans brutalité pour personne. Je ne m'y fie guère. Ce bloc enfainé ne me dit rien qui vaille.

Nous allons voir quelles défections se produiront dans les groupes opposants. Il y a des optimistes qui ne veulent en admettre aucune. C'est, je crois, voir les choses trop en beau. Vous ne vous imaginez pas, du reste, les efforts que l'on fait sur ceux qu'on juge susceptibles d'être détachés.

Od les hommes de droite se montrent le plus violents, c'est quand ils s'expriment sur le compte des radicaux. Ce n'est pas nous, républicains modérés, dont on a méprisé les avertissements, et qui, voyant la République compromise par ces extravagances, ce n'est pas nous, dis-je, qui pouvons trouver qu'ils n'aient pas eu de très-grands torts. Mais en procédant comme le gouvernement nouveau procède, à quoi arrivera-t-on ? A supprimer les radicaux ? A les mater ? A leur enlever leur puissance numérique ? Eh non ! grands dieux ! On arrivera à les renforcer tout simplement. On verra les prochaines élections : elles seront malheureusement plus radicales que jamais. Un extrême en appelle un autre. La majorité joue un jeu dangereux, dont nous souffrirons tous.

Je me hâte d'ajouter que, tout en ne dissimulant en aucune façon ses sentiments à l'endroit des radicaux extrêmes, depuis les événements amenés par leur faute (Langlois ne veut plus leur parler), la gauche modérée est parfaitement la nécessité de jeter le voile sur ces dissidences et de marcher désormais unis contre la réaction. L'extrême gauche, consciente peut-être du mal qu'elle a fait, se montre, dit-on, disposée à s'effacer derrière ses collègues de la gauche modérée.

Ce serait là un grand et heureux événement.

MM. Denormandie et Mathieu Bodet ayant refusé la préfecture de la Seine, les chances de M. Ferdinand Davaud sont fort grandes.

Réunion de la gauche.

Voici le procès-verbal de la séance de la gauche à ce lieu hier matin :

« La gauche républicaine s'est réunie hier matin à Versailles à 9 h. 12 sous la présidence de M. Le Royer, pour examiner s'il convenait de publier un manifeste qui avait reçu hier la signature de 130 de ses membres, avant la lecture du message présidentiel. »

« Ce message rappelle, sur plusieurs points de la politique intérieure, l'esprit des partisans du gouvernement de combat et le premier acte du nouveau ministère confirme des appréhensions qu'un manifeste ne pourrait passer sous silence. »

« Pour ne pas sortir de son rôle d'opposition libérale et parlementaire, sous un régime qui s'engage à respecter les institutions existantes, la gauche a décidé qu'elle ne publierait pas son manifeste. »

« De nombreux orateurs ont examiné la situation politique actuelle : les immenses services rendus par M. Thiers depuis plus de deux ans, la libération du territoire assurée par ses patriotiques efforts, l'ordre et le crédit public rétablis, les ressources de la France renouvelées, sa considération relevée, tout cela a été vaguement en termes chaleureux et l'unanimité de ces services a été oubliée. »

M. Thiers a demandé à l'Assemblée de reconnaître la République comme gouvernement définitif.

« On a fait ressortir la portée des derniers événements et signalé la sagesse politique avec laquelle ils ont été accueillis par le parti républicain, et la grande leçon qui en ressort pour ceux qui prétendent que la transmission des pouvoirs est une cause nécessaire de perturbation dans un gouvernement républicain. »

« La réunion s'est ensuite préoccupée des démissions que quelques fonctionnaires républicains ont cru devoir donner, et après en avoir délibéré, a décidé qu'elle ferait un appel au patriotisme de tous, en les priant de rester avec le président actuel de la République, au poste que leur a confié M. Thiers, aussi longtemps qu'on ne demandera pas un sacrifice à leurs convictions politiques. »

« Enfin, la gauche républicaine qui croit, aujourd'hui, devoir s'abstenir de parler au pays par voie de manifeste est plus que jamais résolue à tenir fermement le drapeau républicain sur le terrain parlementaire et à affirmer hautement ses principes à la tribune et au scrutin. »

« La réunion s'est ajournée à aujourd'hui mercredi, à Versailles, à midi et demi. »

Le secrétaire, SAINT-CARNOT.

LES JOURNAUX ANGLAIS

Les journaux anglais commentent aujourd'hui très-longueusement les événements récents de Versailles. L'impression générale qu'on éprouve en les parcourant, c'est que la chute si rapide du gouvernement de M. Thiers n'est attendue d'aucun publiciste en Angleterre, et qu'elle a provoqué une véritable stupeur de l'autre côté du détroit.

Voici en quels termes le *Journal des Débats* résume l'opinion du *Daily News* et du *Daily Telegraph*.

« Le *Daily News* trouve tout naturel que la droite ait saisi la première occasion pour renverser M. Thiers. Elle sait qu'elle n'est forte que dans l'Assemblée actuelle. Voyant que la question de la forme du gouvernement était sur le point d'être définitivement résolue, elle a risqué tout pour empêcher la république de s'installer. Ce qui donne tant d'importance à la crise actuelle, ce n'est pas la question des personnes, mais la question des principes. La majorité de l'Assemblée vise à remplacer la république par quelque organisation aussi qu'elle le pourra. »

D'un autre côté, M. Thiers, qui doit connaître son pays et les dispositions de ses compatriotes, affirme que la république est le gouvernement actuellement possible en France. Cette déclaration nous permet d'apprécier la responsabilité de ceux qui exposent le pays au danger d'une révolution, dans l'espoir de ramener un régime impossible.

« Le *Daily Telegraph* prévoit que l'administration sera changée de fond en comble, et il se demande si le maréchal de Mac-Mahon aura la force de caractère nécessaire pour empêcher la majorité de renverser la république, tout en ayant l'air d'observer les formes constitutionnelles. Le ministère qu'il vient de former est décidément royaliste. Si la nouvelle administration parvient à s'établir solidement, la France n'aura pas à craindre l'élection d'une Assemblée radicale ; mais c'est alors que commenceront les individualités difficiles de la droite. C'est la crainte de la république rouge qui constitue le véritable lien entre les différents fractions monarchiques qui ont renversé M. Thiers. »

« Les républicains conservateurs et M. Thiers étaient vaincus, la droite s'est levée et a rétabli la monarchie. L'impartialité du maréchal de Mac-Mahon sera pour elle un encouragement de plus. Dans ces circonstances, la tranquillité de la France repose uniquement sur le fait que, sous le régime actuel, l'élément militaire est tout-puissant. »

« Le *Times*, après un récit des faits qui ont précédé et suivi ce qu'il appelle « le vote fatal de samedi », porte le jugement suivant sur la situation : « Nous ne croyons pas commettre une erreur en disant que, dans cette occasion, ce n'est pas le président de la république qui a choisi ses ministres, mais c'est le ministère qui a choisi le président de la république. »

« Le parti qui attaqua M. Thiers avait arrêté son plan à l'avance, et l'acceptation si promptement de la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« Ils ont adopté la ligne de conduite qui convenait. Comptant sur leur force dans la Chambre et dans le pays, ils ont évité de se livrer à la démission du président, ainsi que la nomination de son successeur ont prouvé que les chefs de la droite n'avaient pas à lutter contre les difficultés imprévues. »

« Le duc de Magenta n'a jamais été un homme politique, quoiqu'il ait conservé des relations amicales avec divers partis, et on ne peut alléguer qu'à l'âge de 65 ans, il eût pu prouver solidement un talent de diplomate. Il a maintenu l'ordre, pendant que ses ministres dirigeaient la politique de l'Etat. Il ne sera pas tenté de se précipiter à la tribune, où MM. de Broglie et Rouvoix soutiendraient l'attaque de la gauche et du centre gauche, dirigée par M. Thiers et M. Gambetta. »

« Le nouveau président a affirmé d'une manière explicite que son rôle est de maintenir la paix intérieure, mais l'attitude que les libéraux ont prise dans l'Assemblée et dans le pays est beaucoup plus rassurante qu'une affirmation quelconque soit. »

« L'opinion nationale prête à l'ancien président un mot non moins joli. »

« Comme on venait lui annoncer que sa démission était acceptée par la Chambre : — Eh bien ! dit-il, avec ce spirituel sourire qu'on lui connaît, il n'aurait plus besoin de demander la parole vingt-quatre heures d'avance. »

« Un bon conseil de M. Thiers au maréchal Mac-Mahon. L'ex-président de la République disait hier à quelqu'un : — Si le maréchal veut m'en croire, il ne perdra jamais de vue ceci : « Que la bataille de Magenta a été gagnée par une conversion à gauche faite à temps. »

« Le déménagement de M. Thiers a eu lieu ce matin. »

« Le maréchal Mac-Mahon habitera également à la préfecture. »

« Les nombreuses lettres envoyées de province et de l'étranger à M. Thiers sont encore adressées parfois à M. le Président de la République. »

« Aussi la poste est-elle assez embarrassée pour ces lettres ; auquel des deux présidents les remettre, à celui d'aujourd'hui ou à celui d'hier ? »

« Quel délicieux vaudeville peut naître d'une confusion de la poste ! »

« Ce n'est pas M. le vicomte d'Haussonville, mais M. le vicomte d'Harcourt qui est nommé directeur politique du cabinet de M. le président de la République. »

« M. le vicomte d'Harcourt remplira auprès du nouveau président les mêmes fonctions que M. Barthélemy Saint-Hilaire auprès de M. Thiers. »

« Il n'y aura qu'une différence entre eux, c'est que les journaux monarchistes ridiculiseront M. Barthélemy Saint-Hilaire, tandis que la presse républicaine ne ridiculera pas M. d'Harcourt. »

« Le hasard a parfois de singuliers rapprochements, dit l'Indépendance belge. »

« Parmi les membres de l'Assemblée de Versailles qui ont voté contre M. Thiers et son gouvernement, on voit figurer immédiatement à la suite l'un de l'autre, comme conséquence de l'ordre alphabétique, dans la liste que nous empruntons au *Journal officiel* : »

« M. Bocher, l'homme de confiance du duc d'Aumale et des princes d'Orléans, leur agent, le représentant et le défenseur de leurs intérêts sous l'empire, l'homme qui est venu demander à la république la restitution des biens que l'empire leur avait confisqués ; »

« M. Boffillot, le nouveau duc de la Charente, le député bonapartiste, l'ancien préfet à poigne, un homme qui, sous l'empire, si le duc d'Aumale avait mis le pied sur le territoire français, n'eût pas plus hésité que le prince Napoléon à lui faire mettre la main sur le collet, et à le fusiller. »

« Le rapprochement de ces deux noms constituant l'alliance de ces deux hommes contre le gouvernement de M. Thiers peint la situation. »

« Les événements politiques ont le don aussi d'influencer le cours des valeurs publiques, et par suite d'agiter fortement les nerfs des gens d'affaires. »

« A l'issue de la bourse de lundi, dit le *Charivari*, le baquetier A... s'était donc pris de querelle avec le couillier Z... sur les graves questions du jour. »

« Le lendemain A... revient de chez Z... tout essoufflé et ému. »

« Qu'y a-t-il ? lui demande-t-on. »

« Rien. Cet animal de Z... tenait des propos sur mon compte. Je n'ai pu souffrir cela ; alors j'ai été le trouver, et, dame ! je me suis vengé... Ça lui apprendra... Ah ! le drôle ! »

« — Achevez. Vous ne l'avez pas souffleté, dit-on que ça... je lui ai emprunté 1,000 francs ! »

« Encore un immortel enlevé par la mort. »

« L'auteur de *Marie Stuart*, M. le Brun, de l'Académie française, est mort ce matin, frappé d'une attaque d'apoplexie. »

« M. le Brun avait atteint sa quatre-vingt-troisième année. »

« M. le Brun était le doyen de l'Académie française, où il avait remplacé, en 1828, M. le comte François de Neuchâteau. »

« La littérature française perd en lui un écrivain estimable. »

« Lundi a eu lieu à Vincennes, sur la place de la mairie, en face du donjon, l'inauguration de la statue du général Daumesnil, l'héroïque défenseur de cette forteresse. »

« La statue, due au ciseau du sculpteur Rochet, représentait le général au moment où il répondait au parlementaire qui venait traiter de la reddition de la forteresse : »

« — Allez dire à ceux qui vous envoient que je leur livrerai Vincennes quand ils m'auront rendu ma main ! »

« Et de la main il désigne en effet sa jambe de bois, qu'il portait depuis qu'il avait laissé la sienne sur le champ de bataille de Vagram. »

« C'est le général de Ladmiraux qui présidait cette cérémonie, assisté de MM. Fourcade et Laurier, maire de Périgueux, patrie de Daumesnil, Leroy, maire de Vincennes, d'une délégation du conseil municipal de Périgueux, parmi laquelle se montraient surtout M. Mie, l'éloquent avocat, le défenseur de tant de journaux républicains. »

« M^{me} veuve Daumesnil, qui dirige encore la maison d'éducation de Saint-Denis, donnait par sa présence un caractère encore plus touchant et plus intime à cette cérémonie. »

« Le général de Ladmiraux a dépeint en quelques mots les principaux traits de la vie de Daumesnil ; ses campagnes si nombreuses, et notamment son héroïque attitude à Vincennes. »

« Enfin M. Mie, avocat à Périgueux, a parlé comme délégué de la population de Périgueux. »

« Encore une lettre de M. Archi-Gagne. »

« Après la *Gazette de France*, légitimiste, c'est à l'*Evénement* que l'archi-avocat adresse ses épîtres. »

« On verra qu'il ne faut désespérer de rien, et puis en somme, par le temps qui court, un peu de folie est-ce bien hors de saison ? »

« Monsieur, »

« Je vous conserverai la plus profonde reconnaissance si vous voulez bien me faire l'honneur de publier dans votre généreux journal cette courte lettre par laquelle j'annonce qu'il se fonde à Paris et ailleurs des *Conseils de la France et du monde*. »

« Voici les noms des douze principaux fondateurs d'Arc qui, comme les douze apôtres du Christ, affronteront tous les martyrs pour ressusciter l'humanité qui a perdu sa vie et son âme ! »

« L'impératrice Eugénie en douze ans parti, comtesse de Chambord, comtesse de Paris, Thiers, Desse, Rémsat, de Goulard, Charlemagne, Cruveilhier, Ségalas, de Bloqueville, Gagne ! »

« L'honneur d'être, monsieur, votre très-humble et très-respectueux serviteur. »

« GAGNE, avocat, apôtre des Jeunes d'Arc de salut ! »

« Paris, 26 mai 1873. »

« En Espagne, carlistes et républicains continuent à échanger des coups de fusil ; à s'en rapporter au télégraphe, le nombre des morts serait considérable. »

«

Une des barres de fer, en se brisant, a blessé grièvement un voyageur qui se trouvait sur le quai de la gare. Cet accident démontre une fois de plus l'inconvénient de laisser passer les omnibus par la rue Puits-Gaillot.

Une contravention a été faite hier à la femme Commarmot, marchande de journaux, place des Terreaux, qui avait laissé à son étalage des journaux du Progrès.

Vendredi matin, à six heures, une explosion de grisou a eu lieu à la suite de coups de mine, aux puits Sainte-Catherine, concession de la Péronnière, à Saint-Etienne.

Neuf ouvriers ont été blessés. Mais aucune des victimes ne paraît atteinte de manière à inspirer de sérieuses inquiétudes.

On ignore la cause qui a déterminé l'explosion du gaz meurtrier, car on n'a pas constaté qu'une seule lampe ait été déviée. Les coups de mine étaient partis sans accident et régulièrement.

Seulement on avait remarqué, vers cinq heures et demie du matin, que le grisou était beaucoup plus abondant dans les galeries que d'habitude, et on avait dû augmenter le nombre des ouvriers occupés à la ventilation.

Cette précipitation a eu pour effet d'accroître le grisou dans le chantier n° 11, lequel forme une espèce de cul-de-sac, et c'est dans cette partie de la mine que la détonation s'est produite.

Les victimes ont reçu et continuent de recevoir de la compagnie les soins les plus empressés et les plus intelligents.

Nous signalons avec plaisir l'apparition d'un petit volume de Nouvelles que vient de publier M. Horace Bertin.

Ce petit volume renferme plusieurs études assez curieuses, entre autres le *Cher d'anciens* — *Pierrot* — *Monsieur Verlaque* et le *Cochon de M^{re} Chasteuil*, une fantaisie rustique qui a déjà été publiée, il y a trois ans, avec un certain succès par le journal la *Cloche*.

Ajoutons que ce petit volume sort des presses de Joubert, l'imprimeur bien connu de la librairie des Bibliophiles.

Société littéraire historique et archéologique de Lyon.

Bulletin des séances du dernier trimestre.

PRÉSIDENCE DE M. VINGT-TRENTIN.

Notes et documents sur Ange Politien, par M. de Piellat.

Notice sur le trésor de la Cathédrale de Lyon, par M. le comte de Souffray.

Notice sur un *Séjour d'un abbé de l'Ille-Berle*, par M. le comte de Souffray.

Voyage en Espagne (Grenade et Cardoue), par M. Perret de la Menue.

Notes sur les fouilles du tumulus de Macheval (Loire), par M. Vachez.

Lecture par M. Vachez d'un travail inédit de feu M. d'Aigueperse sur la détermination de la station romaine de Luna.

Notice sur J.-B. Bruyère, relieur lyonnais, par M. Vingtrinier.

Notice sur le baron de Rostanin, par M. Dufoy.

Etudes historiques sur les provinces du Bugue et du Lyonnais, par M. Reverend du Mesnil.

Recherches étymologiques sur les noms des lieux, par M. le baron Ravard.

Fragments d'un ouvrage sur les oiseaux-mouches, par M. Mulsant.

Fragments d'un voyage en Suisse (Le Valais), par M. Hedde.

Lecture de poésies, par M. Pic.

Analyse d'un ouvrage du chevalier Carlo Morbio, membre correspondant.

Analyse sur les manuscrits français des bibliothèques de l'Italie, par M. Pic.

Séjour de Rabelais à Lyon, par M. de Vauvour.

Nomination de délégués aux conférences de la Sorbonne.

Nomination comme membres correspondants de MM. Fernand Lagarigue, consul de Portugal, à Nice, homme de lettres, et baron de Nollat, ancien capitaine de frégate, à Montbrison.

Le secrétaire, G. GEORGE.

M^{re} TAVERNIER, célèbre somnambule de Paris, de passage à Lyon, donne des consultations tous les jours, de dix heures du matin à cinq heures du soir, rue Saint-Pierre, 31, au deuxième étage, au-dessus de l'entre-sol, porte à droite.

M^{re} TAVERNIER, lit les lignes de la main.

AVIS. — Les personnes qui ont besoin de monnaie en billon peuvent s'adresser au bureau du Journal de Lyon, de 10 heures du matin à 3 heures du soir.

COUR D'ASSISES DU RHONE

Séance ordinaire du 2^e trimestre

Audience du Lundi 26 mai 1873

Présidence de M. GUILLAND, conseiller

La deuxième session ordinaire des assises a commencé lundi à 9 h. du matin. Après l'appel nominal des jurés, M. le président a signalé l'augmentation du nombre des crimes, conséquence naturelle des grandes commotions de la guerre qui ont jeté dans notre pays une foule de vagabonds étrangers, déshabitués du travail. Pour le second trimestre comme pour le premier, il a fallu établir une session extraordinaire. Dans cette situation, les jurés sauront prêter à la justice criminelle le concours ferme et énergique dont elle a besoin.

1^{re} AFFAIRE

François Amidey, accusé de vol qualifié, a été déclaré coupable par le jury, qui a admis en sa faveur des circonstances atténuantes. La cour a prononcé contre lui la peine de quatre années d'emprisonnement.

Ministère public : M. Royé-Belliard, avocat général.

Défenseur : M^{re} Keisser.

2^e AFFAIRE

L'audience qui devait être reprise à midi est restée suspendue jusqu'à 2 h., grâce à l'absence d'un juré qu'on a dû aller chercher à son domicile.

Dans la deuxième affaire, il s'agissait encore d'un vol domestique commis avec effraction intérieure.

Théophile Staller était garçon à l'hôtel des Familles, à Lyon. Un matin un voyageur, qu'il avait vu compter une somme assez considérable, lui remit la clef de sa chambre. Quand le voyageur rentra le soir, il ne put retrouver la clef; on força la porte et on constata qu'une valise a été forcée et qu'une somme de 410 fr. a été enlevée. Pendant la journée, Staller a disparu; il était parti pour la Suisse, d'où il est originaire, à ce qu'il prétend du moins, car son identité n'a pu être exactement constatée.

Condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, Staller a eu le tort de revenir à Lyon où il a été immédiatement arrêté. Il vient devant la cour d'assises purger sa contumace. Le jury rend un verdict affirmatif, tempéré par l'admission de circonstances atténuantes, et Staller est condamné à cinq ans d'emprisonnement.

L'accusation a été soutenue par M. Royé-Belliard, et la défense présentée par M^{re} Fuzier.

Nouvelles du Matin

Paris et Versailles

(Correspondance particulière et corresp. républicaine.)

27 mai.

L'Officiel de ce matin contient le commencement du mouvement préfectoral. Ah! le nouveau cabinet tient à ne pas perdre de temps.

Demain et après-demain, il y aura de nouvelles nominations.

Pour aujourd'hui on se contente d'une petite fourée.

Parmi tous ces changements faits, il y en a un qui se trouve amusant : c'est celui de M. Jousserandot, grand ami de la présidence du temps de M. Thiers, dut à ce dernier d'être nommé préfet.

Dés qu'il eut connu le résultat du changement de gouvernement, il fit acte d'adhésion au nouveau cabinet, mais cela ne l'a pas sauvé, au contraire.

Faut-il le plaindre? M. de Kératry doit se trouver dans la nouvelle fourée préfectorale.

On parle de lui pour Lyon; mais il se pourrait que ce fût décidément M. Ducros, préfet de la Loire, qui allait à Lyon et alors M. Brunel, le secrétaire général de Lyon, irait dans la Loire. L'Officiel de demain nous renseignera probablement.

Il est question d'une transmutation de portefeuilles au nouveau cabinet. M. Beulé prendrait l'instruction et céderait l'intérieur à M. Batbie.

L'idée du gouvernement est de traiter rapidement et d'ici à très-peu de semaines, un mois au plus, les questions d'affaires les plus urgentes. On a vu avec quelle rapidité le nouveau cabinet a remplacé plus de vingt préfets. On ne s'en tiendra pas là. Le remplacement de deux cents sous-préfets est résolu.

Dans un mois, M. de Broglie proposera à la Chambre d'aller respirer pendant trois mois l'air des champs.

C'est par ce moyen que le ministère compte s'assurer une durée de quatre mois. Les grandes discussions politiques ne seraient mises à l'ordre du jour qu'après ces vacances.

Mais durera-t-il jusque-là, ce nouveau ministère? Il y a déjà bien des mécontentements. M. d'Audiffert-Pasquier n'a pas de portefeuille et il est fort irrité; il trouve que les orléanistes sont joués. Les bonapartistes prétendent qu'ils n'ont pas la part assez belle.

M. Thiers viendra siéger aujourd'hui à la Chambre. Il se placera au centre gauche à côté de M. Rampon, devant M. Grévy.

La gauche s'est réunie ce matin. On a beaucoup parlé du manifeste. Je vous en dirai plus long ce soir.

Le besoin de prouver son existence a poussé le nouveau cabinet à demander que la discussion relative aux chemins à concéder à la compagnie de l'Est fut mise en tête de l'ordre du jour.

Il est pourtant fort intéressant pour le pays de voir cette question des chemins de fer de l'Est étudiée, débattue et élucidée entièrement.

C'est une affaire qui ne se chiffre pas par une somme moindre de six cents millions. Or, les contribuables semblent fondés dans leurs réclamations quand ils demandent qu'on ne dispose pas si légèrement de leur argent. Le nouveau ministère a-t-il pu étudier la question?

Matériellement en a-t-il eu le temps? et quand on vient parler de lignes stratégiques dans l'est, ne commet-on pas un contre-sens?

Nous avions toujours pensé et nous croyons encore que Paris était la première place forte que rencontreraient les armées envahissantes venant de l'est.

Qu'on s'occupe de Paris d'abord, qu'on élève les forts, qu'on construise le chemin de circonvallation; ou bien les chemins de fer stratégiques de l'est ne pourront qu'être utilisés contre nous.

VERSAILLES

27 mai.

Décidément les beaux jours de la politique sont revenus. On se passionne de nouveau.

Dans les couloirs, où les députés se pressent, on discute et cette fois sérieusement. On se réveille à la vie politique.

Beaucoup de racontars et de nouvelles, mais il est bien entendu que je ne vous les transmets que sous toutes réserves, car il y en a pour tous les goûts.

On discute beaucoup le mouvement préfectoral.

On fait remarquer avec malice que le premier en nom à l'Officiel, M. de Guerne, qui avait été nommé préfet de la Somme grâce à l'amitié de M. Thiers, a passé à la Haute-Garonne, grâce à l'amitié de M. de Broglie; il fut le précepteur des enfants du duc.

C'est le vicomte d'Harcourt, frère du député de ce nom, qui remplira après le maréchal Mac-Mahon les fonctions de secrétaire du gouvernement.

Le vicomte d'Harcourt est un des aides de camp du maréchal.

On prétend que l'impératrice et son fils auraient annoncé à M. Rouher l'intention de venir passer quelques jours à Paris.

Nous espérons que le gouvernement prendra les mesures nécessaires.

Ce matin, le général Esquivel de la Villaboisnet, commandant de l'état de siège de Marseille, a été reçu par le ministre de l'intérieur.

L'extrême gauche avait décidé de déposer une interpellation aujourd'hui au sujet du mot de *franchise* qui se trouve dans le message d'hier à l'adresse des dissolutionnistes.

Un député a fait le décompte suivant, fort curieux, sur le vote du 24 mai qui a renversé M. Thiers.

Dans cette majorité de 360 voix il y a :

2 princes,

7 ducs,

25 marquis,

38 comtes,

12 vicomtes,

15 barons,

80 nobles non titrés,

1 évêque,

1 abbé.

Total 182

C'est curieux comme statistique.

Il faut remarquer également comment à gauche on comprend le devoir civique. M. Dupuy, de la Gironde, gravement malade, s'est fait apporter sur une civière pour prendre part au vote. M. Jules Favre, très-malade aussi, est venu, s'appuyant sur des béquilles, et M. Paul Morin, qui vient d'avoir la douleur de perdre sa fille, est venu voter au sortir de l'enterrement de son enfant.

Voilà des exemples de civisme qu'il faut bon de citer.

A trois heures, M. Thiers fait son entrée à la Chambre. Il est accueilli par trois salves d'applaudissements de la gauche, centre gauche et extrême gauche.

Les tribunes elles-mêmes prennent part à la manifestation en se levant.

L'ex-président va s'asseoir au centre gauche, à côté de M. Gouin, derrière M. Wilson. On se presse autour de lui, on lui serre les mains et cela jette naturellement quelque agitation dans la séance et ennue beaucoup la droite.

Enfin le calme se rétablit, et la droite jetant des regards anxieux sur le petit homme qui sourit, semble se dire :

« Soyons bien sur nos gardes, l'ennemi est dans la place. »

M. Thiers ira habiter pendant quelques jours chez son ami le général Charlemagne, pendant que l'on prépare l'hôtel loué par M^{re} Thiers.

Plus de deux cents députés sont allés hier à la présidence chez M. Thiers.

NOUVELLES POLITIQUES

Hier, dans le 6^e bureau, les membres de la gauche ont refusé de prendre part au vote pour la nomination de la commission du budget.

M. Casimir Périer a protesté en leur nom contre la nomination trop hâtive d'une commission du budget. Le gouvernement n'a pas encore manifesté ses idées financières. M. Périer ne veut pas faire d'opposition systématique au nouveau gouvernement; mais, avant de discuter le budget et de nommer une commission chargée de l'examiner, il est de toute nécessité de connaître la politique financière du cabinet.

On avait prétendu que l'Assemblée se prêterait pour quelques jours.

Les nouveaux ministres s'étant déclarés prêts à prendre la direction des affaires, on croit ce projet abandonné.

La Gazette de Strasbourg publie un décret impérial révoquant de leurs fonctions les adjoints Weyer, Hueber et Goguel.

On sait que les dernières mesures prises par le gouvernement allemand n'avaient eu pour effet que de les surprendre.

Le même journal publie un autre décret conférant le titre de commissaire extraordinaire chargé de l'administration de la place d'adjoint à l'assesseur du gouvernement de Reichlin-Weldeg.

L'impératrice de Russie est arrivée à Rome lundi, à midi et demi. Elle a été reçue à la gare par le roi, les princes de Piémont et toutes les autorités en grande tenue.

Plusieurs ministres étrangers et les ministres italiens assistaient également à cette réception.

L'impératrice de Russie a pris place dans une voiture avec le roi, la grande-duchesse Marie et la princesse Marguerite.

Les troupes de la garde nationale étaient sous les armes. Il y avait une grande foule.

Une dépêche de Rome annonce que la police a arrêté les chefs de l'Internationale à Rome. Elle a saisi des documents importants. Aucun des individus arrêtés n'est Romain.

La Chambre a approuvé le restant des articles sur la loi des corporations religieuses.

MESSAGE

DU MARÉCHAL MAC-MAHON

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Voici le texte même du message du président de la République, lu lundi à l'Assemblée nationale, et que nous avons donné seulement en substance dans notre numéro d'hier :

« Messieurs,

Appelé par l'Assemblée nationale à la présidence de la République, j'ai exercé sans retard le pouvoir que vous m'avez confié, et fait choix d'un ministère dont tous les membres sont sortis de vos rangs.

« La pensée qui m'a guidé dans la composition de ce ministère, et celle qui devra l'inspirer lui-même dans tous ses actes, c'est le respect de vos volontés et le désir d'en être toujours le scrupuleux exécutif. (Très-bien! très-bien! à droite.)

« Le droit de la majorité est la règle de tous les gouvernements parlementaires. (Très-bien! mais cette règle est surtout d'une application nécessaire dans les institutions qui nous régissent, en vertu desquelles le magistrat chargé du pouvoir exécutif n'est que le délégué de l'Assemblée. (Très-bien!) en qui réside la seule autorité véritable et qui est l'expression vivante de la loi. (Très-bien! très-bien!)

« Cette Assemblée, dans le cours des deux années d'existence qu'elle a déjà parcourues, a eu deux grandes tâches à remplir : libérer notre territoire envahi par d'affreux maîtres et rétablir l'ordre dans une société travaillée par l'esprit révolutionnaire.

« La première de ces deux tâches a été poursuivie avec un dévouement constant, non par la majorité seulement, mais par l'unanimité de ses représentants, la France peut le dire avec orgueil. (Très-bien! très-bien!)

« Aucune des grandes mesures qui ont eu pour but le rachat de notre indépendance nationale n'a soulevé dans cette enceinte un débat ni rencontré un contradicteur.

« Disons bien haut que ces mesures n'auraient pu être prises si le pays lui-même, le pays tout entier ne s'y était prêt, quelque onéreuse qu'elle fût, avec une patience héroïque qui n'a laissé échapper ni une réclamation ni un murmure. (Très-bien! très-bien!)

« Ce concours de toutes les classes est la force principale qui est venue en aide dans d'habiles et patriotiques négociations à l'homme illustre que je remplace et dont une dissidence que je déplore sur la politique intérieure a seule pu vous séparer. (Très-bien! très-bien! sur plusieurs bancs au centre.)

« Je compte sur vous, messieurs, pour retrouver la même force dans les efforts que je dois faire, afin d'achever par l'entière exécution de nos engagements cette œuvre aujourd'hui, grâce à Dieu, presque accomplie.

« La tâche, d'ailleurs, sera facilitée par les excellents rapports que le dernier gouvernement a su rétablir entre la France et les puissances étrangères et que je m'efforcerai d'entretenir.

« Ma ligne de conduite à cet égard sera exactement celle qui a été indiquée plusieurs fois par mon prédécesseur, à cette tribune, et que vous avez toujours approuvée : maintien de la paix assez hautement professé et pratiqué pour que l'Europe convaincue de notre sincérité ne puisse voir dans la réorganisation de notre armée — à laquelle je continuerai de travailler sans relâche — que le désir légitime de réparer nos forces et de conserver le rang qui nous appartient. (Très-bien! très-bien!)

« Dans la politique intérieure, le seuliment qui a dicté tous ces actes est l'esprit de conservation sociale. Toutes les grandes lois que vous avez votées à d'immenses majorités ont eu ce caractère essentiellement conservateur. Quelquefois divisés sur les questions purement politiques, vous vous êtes trouvés aisément réunis sur le terrain de la défense des grands principes fondamentaux sur lesquels repose la société et que menacent aujourd'hui tant d'audacieuses attaques.

« Le gouvernement qui vous représente doit donc être et sera, je vous le garantis, énergique et résolu, mais conservateur. (Vive approbation à droite et au centre droit.)

« Des lois très-importantes sur l'organisation de l'armée, sur l'administration municipale, sur l'enseignement public, sur d'autres questions encore qui touchent à des intérêts de premier ordre, commerciaux et financiers, sont préparées ou débattues en ce moment dans vos commissions. Je crois avoir choisi des ministres compétents pour en traiter avec vous.

« D'autres lois qui soulèvent des questions constitutionnelles d'une haute gravité ont été présentées par mon prédécesseur, qu'une décision expresse de vous en avait chargé. Vous en êtes saisis; vous les examinerez, le gouvernement lui-même les étudiera avec soin, et quand viendra le jour où vous jugerez convenable de les discuter, il vous donnera sur chaque point son opinion réfléchie.

« Mais pendant que vous délibérez, messieurs, le gouvernement a le devoir et le droit d'agir. Sa tâche est, avant tout, d'administrer, c'est-à-dire d'assurer par une application journalière l'exécution des lois que vous faites et d'en faire pénétrer l'esprit dans les populations. (Très-bien! très-bien! à droite.)

« L'impression de l'administration entière l'unité, la cohésion, l'esprit de suite, faire respecter partout et à tout instant la loi, en lui donnant à tous les degrés des organes qui la respectent et se respectent eux-mêmes... (Applaudissements à droite), c'est un devoir étroit, souvent pénible, mais par la même plus nécessaire à remplir à la suite des temps révolutionnaires. Le gouvernement n'y failira pas. (Très-bien!)

« Telles sont, messieurs, mes intentions, qui ne sont autres que le me conformer aux vôtres. A tous les titres qui commandent notre obéissance, l'Assemblée joint celle d'être le véritable boulevard de la société menacée en France et en Europe par une faction qui met en péril le repos de tous les peuples et qui ne hâte votre dissolution que parce qu'elle voit en vous le principal obstacle à ses desseins. (Très-bien! très-bien! à droite et au centre droit.)

« Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain. (Bravos et applaudissements répétés à droite et au centre.)

« Maréchal de MAC-MAHON, « duc de MAGENTA. »

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du mardi 27 Mai 1873

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET

A 2 heures 1/2 la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

Les tribunes publiques et réservées sont remplies aujourd'hui comme elles l'étaient hier.

A 3 heures moins un quart, il n'y a encore que 100 à 150 députés répartis dans la salle des délibérations.

Plusieurs demandes de congé sont formulées et accordées.

M. Buisson (de l'Aude) rend compte de l'élection du docteur Lesquillon, le 11 mai, dans le département de Loir-et-Cher.

Le rapporteur signale quelques irrégularités et quelques protestations sans importance et conclut à la validation de l'élection.

L'Assemblée adopte ces conclusions et M. Lesquillon est nommé député.

M. Mervielles-Dignaux rend compte de l'élection qui a eu lieu dans le département de la Gironde, le 27 avril. M. Eugène Dupuy a été élu.

Aucune contestation ne s'est élevée contre cette élection.

Le nouveau bureau conclut à la validation. (Adopté.)

M. Ganivet fait ensuite le rapport sur l'élection de M. Barodet, le 27 avril, dans le département de la Seine. L'élection est validée.

Le 14^e bureau a été saisi de quelques irrégularités; mais elles ont paru sans importance et ces irrégularités la loi ne sont pas d'ailleurs si nombreuses qu'elles aient exercé une influence véritable surtout devant la majorité légale de 8.716 suffrages que M. Barodet a obtenus en plus sur son concurrent M. de Rémusat. L'admission de M. Barodet est en conséquence prononcée par l'Assemblée.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la concession d'une compagnie de nouvelles lignes concédées à la compagnie de l'Est et l'approbation d'une convention passée avec cette compagnie.

M. Clapier (Bouches-du-Rhône) a la parole contre le projet.

M. Clapier. — Messieurs, le projet que nous allons examiner aura pour résultat de grever le grand L^e d'une rente de 30 millions d'abandonner une créance de 95 millions et de créer une étendue de chemin de fer de 150 kilomètres qui coûteront 90 millions, et enfin à cette création de chemin de fer il faudra accorder une garantie éventuelle de 4 1/2 0/0.

La loi a donc au premier aspect une grande importance et soulève de graves questions d'économie publique et d'économie intérieure, cette discussion est la première étape sur la question de révision de nos chemins de fer. Pour apprécier la question actuelle, il est donc nécessaire de jeter un coup d'œil général sur les chemins de fer.

L'attention laborieuse et soutenue que l'Assemblée apportera à cette discussion prouvera qu'elle n'a pas encore démenté du pays. (Mouvements divers et légère interruption.)

Le réseau des chemins de fer de l'Est forme une vaste triangle dont la base s'étend de Strasbourg à Bâle et le sommet est à Paris. La base a deux artères principales, le chemin de Paris à Strasbourg et celui de Paris à Mulhouse. L'intérieur du triangle est coupé par plusieurs lignes latérales.

M. Clapier entre dans les détails de l'établissement des chemins de fer de l'Est, dans les conditions de tarifs élevés qui ont été concédées à ces lignes.

Et les chemins de fer pouvaient être rachetés par l'Etat après qu'une grande exploitation et quand les bénéfices auraient atteint 8 0/0.

L'orateur explique, en reproduisant certaines assertions de M. de Jancz, comment les compagnies ont exagéré les frais de premier établissement.

A ce moment un mouvement prolongé se produit dans l'Assemblée. M. Thiers entre par le couloir de gauche et se rend dans la salle législative.

La gauche entière se lève et salue M. Thiers de deux salves d'applaudissements.

